



COMMUNIQUE DE PRESSE

Le 18 novembre 2019,

Ce 14 novembre 2019, pendant que les agents des Finances Publiques se déplaçaient sur Paris pour la grande manifestation « Tous à Bercy », notre Directeur en a profité pour communiquer sur son nouveau gadget : la visioconférence à la MSAP de St-Martin de Londres.

Hormis le manque de respect et d'élégance à l'attention des personnels en grève ce jour-là, cette communication uniquement focalisée sur les points d'accueil masque les suppressions passées et à venir d'emplois et de services.

Sous cet habillage technologique, il ne s'agit ni plus ni moins que d'un simple appel téléphonique.

L'utilisateur devra se rendre une première fois à la MSAP pour exposer son problème à une personne ne connaissant pas la fiscalité et prendre rendez-vous.

Elle reviendra une deuxième fois pour parler avec l'agent des Finances Publiques.

Cet agent ne disposant pas d'un ordinateur connecté à proximité de la visioconférence, il mettra plus de temps à apporter une réponse que lors d'un simple appel téléphonique.

Aujourd'hui l'accueil des usagers dans les services des impôts est dans une totale faillite par manque de personnels.

Ce ne sont pas de simples points de contact qui vont pouvoir répondre aux besoins de ces nombreux contribuables même avec l'utilisation de la visioconférence.

Ces Maisons France Services ou ces Maisons de Services Aux Publics ne seront efficaces qu'avec une présence d'agents des Finances Publiques.

Dès lors, la suppression dogmatique des effectifs ne constitue pas une réponse.

Nous, organisations syndicales, réclamons le maintien et le renforcement des trésoreries et des Centres des Finances Publiques actuels.

Nous voulons une véritable présence physique sur le territoire pour un service public de qualité et de proximité au bénéfice de l'ensemble des citoyens.

La fiscalité ne se résume pas à la simple utilisation du site internet. C'est une matière complexe, nécessitant une formation pointue et continue, car en constante évolution avec les lois de finances, l'impôt étant un instrument des politiques publiques.

Il sera donc nécessaire de recruter des agents des Finances Publiques à la hauteur des ambitions de notre administration.

Voilà pourquoi, nous demandons l'arrêt des suppressions d'emplois et le retrait du plan Darmanin.